
2026-CM-02

**Marché public de fournitures et services
Procédure adaptée**

**Solution de relogement provisoire en constructions modulaires sur
le site de l'Urssaf Poitou-Charentes à d'Aytré (17)**

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :

LUNDI 6 JUILLET 2026 – 14H

REPONSE PAR VOIE ELECTRONIQUE EXCLUSIVEMENT

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 Objet de la consultation	3
1.2 Décomposition du marché - allotissement	3
1.3 Prestations similaires	3
1.4 Variantes	3
1.5 Procédure de passation	3
1.6 Publicité	4
1.7 Langue	4
1.8 Conditions de participation des concurrents	4
1.9 Conditions de participation des sous-traitants	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 Durée du marché – début d'exécution	5
2.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
2.3 Délai de validité des offres	5
2.4 Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
2.5 Modifications non substantielles aux documents de la consultation	5
ARTICLE 3 – PARTICIPANTS	5
3.1 Équipe de maîtrise d'œuvre	6
ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1 Documents à produire	7
5.2 Fourniture des documents justificatifs	8
ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1 Examen des candidatures	9
6.2 Critères retenus pour le jugement des offres	9
6.3 Négociation	10
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET VISITE	12
8.1 Visite obligatoire	12
8.2 Demande de renseignements	12
8.3 Renseignements complémentaires	12
ARTICLE 9 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS	12

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet l'installation et la location de constructions modulaires pour recevoir un espace restauration du personnel de l'URSSAF du Poitou-Charentes site d'Aytré (17) et un espace d'accueil au public, ainsi que tous les travaux de gros-œuvre, VRD, fluides et raccordements associés nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble.

Lieu d'exécution :

Urssaf Poitou-Charentes – Site d'Aytré
12 rue Newton – ZAC de Belle Aire Nord
17440 AYTRÉ

Code CPV associé :

44211100 - Bâtiments modulaires préfabriqués

1.2 Décomposition du marché - allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. La présente consultation fait l'objet d'un lot unique.

1.3 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 Variantes

Les variantes facultatives correspondant à des modifications, à l'initiative des candidats, de spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation ne sont pas autorisées.

1.5 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative du code de la commande publique, de l'article R. 2123-1 du décret n° 2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.

L'ordre de prédominance des documents est indiqué à l'article 2 du C.C.A.P.

Le marché est régi par référence au Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G.-FCS) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021).

1.6 Publicité

La présente procédure a fait l'objet :

- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
- d'une publication sous le profil d'acheteur – Plateforme **PLACE** [Accueil - Portail des marchés publics](#)

1.7 Langue

Tous les documents doivent être rédigés en langue française.

1.8 Conditions de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats ne doivent pas faire l'objet d'interdiction à soumissionner telles que définies aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de réponse de groupement, le mandataire du groupement conjoint demeure solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Il assure également la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

1.9 Conditions de participation des sous-traitants

L'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. La part des marchés sous traités doit être acceptable et les circuits courts privilégiés.

Les sous-traitants éventuels proposés, ainsi que leurs conditions de paiement, pour être agréés par l'acheteur public au stade de la remise de l'offre et/ou en phase d'exécution du marché, doivent pouvoir satisfaire avec le titulaire du marché l'ensemble des critères de sélection des concurrents du présent marché pour ne pas fausser la concurrence, ni réduire la qualité des prestations offertes.

Lorsque la sous-traitance a lieu au moment du dépôt de l'offre, il est nécessaire que le sous-traitant présente son DC 4 dûment rempli en y joignant :

- Ses attestations d'assurances
- DC1, DC2

- un mémoire présentant les références techniques, les moyens, la méthodologie et les actions de développement durable et des actions en termes de responsabilité sociétale

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Durée du marché – début d'exécution

La durée du marché prend effet à compter de la date de notification de l'ordre de service jusqu'à la dépose des ouvrages et la remise en état. Le délai d'exécution des prestations est de 26 mois périodes d'installation et de désinstallation inclus.

2.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La présente consultation ne comporte aucune PSE.

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'Euro. La monnaie de paiement et d'exécution du présent marché sera aussi l'Euro.

Les règlements seront effectués conformément aux stipulations du C.C.A.P.

Les dépenses afférentes à ce marché sont inscrites au budget de l'URSSAF de Poitou-Charentes. Conformément au décret n° 2008-407 et au décret 2008-408 du 28/04/2008, le délai global de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception par l'organisme de la facture conforme.

Le mode de règlement choisi par l'organisme est le virement. Le soumissionnaire devra joindre à son offre un relevé d'identité bancaire **original**.

2.5 Modifications non substantielles aux documents de la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Ces modifications, le cas échéant, seront portées à la connaissance des soumissionnaires par e-mail via la plateforme d'acheteur.

En cas de report de la date limite de réception des offres, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – PARTICIPANTS

3.1 *Équipe de maîtrise d'œuvre*

Architecte mandataire : POGGI Architecture
107 rue de Laseppe – 33000 BORDEAUX

Architecte associé : MORE Architecture
174 rue Fondaudège – 33000 BORDEAUX

BET TCE : OTCE
126 rue des Quatre Castéra – 33130 BEGLES

ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents originaux conservés par l'URSSAF de Poitou-Charentes font seuls foi. Le dossier de consultation remis aux candidats comprend :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- L'acte d'engagement (ATTR1)
- La trame de mémoire technique à remplir et à utiliser comme support du mémoire technique
- Attestation de visite sur site obligatoire
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Les pièces graphiques et maquettes

Autres :

Pièces générales (non jointes) :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services ;

Le dossier de consultation des entreprises à télécharger gratuitement par chaque candidat à l'adresse électronique suivante :

[Accueil - Portail des marchés publics](#)

Il contient la totalité des informations utiles aux candidats pour élaborer une offre.

Lors du retrait du dossier, les candidats sont fortement invités à s'identifier en communiquant une adresse courriel valide, faute de quoi ils ne pourront être informés des éventuels compléments, modifications, ajouts de document, report de dates limites ou réponses faite aux questions relatives à la consultation en cours.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre y compris les fiches techniques des produits et matériels utilisés conformément à l'article R2143-16 du code de la commande publique.

5.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des candidatures, et dans un souci d'égalité de traitement entre les soumissionnaires, il est fortement recommandé aux postulants d'utiliser soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) mis à jour au 26/10/2016 disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Conformément à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

- Déclarations sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager la société, et le cas échéant l'habilitation du mandataire à engager le groupement (habilitation signée par l'ensemble des membres du groupement).

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat tels que prévus à l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Il est précisé que, conformément aux articles R.2144-1 à R.2161-4 du Code de la Commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Aussi, si l'acheteur constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, celles-ci ne seront réclamées qu'auprès de l'attributaire pressenti.

DUME

En application de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), rédigé impérativement en français, en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

Les candidats ne peuvent toutefois pas se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser le document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Pièces de l'offre :

L'offre de chaque candidat contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) ainsi que son annexe financière dûment complétés ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment renseigné et daté, sous format PDF et sous format EXCEL.
- Un mémoire technique comme demandé dans l'acte d'engagement ;
- L'attestation obligatoire de visite sur site.
- Toute information que le candidat jugera nécessaire

- Le mémoire technique de l'entreprise répondant à l'ensemble des critères 2 et 3 de l'article 6 ci-dessous. Les candidats doivent impérativement compléter les rubriques de la trame fournie et non se contenter de renvoyer à une plaquette ou autres documents.

Il est précisé que si l'entreprise n'a pas complété la trame de mémoire technique, 1 point sera retiré de sa note globale.

Pour la rédaction des mémoires, veillez à éviter la production de documents inutiles, qui peuvent être pénalisants, et privilégier ceux qui donnent les informations dont l'acheteur a besoin pour le marché en question.

Les candidats remettent obligatoirement un mémoire technique. Pour cela, il est fortement recommandé d'utiliser le cadre du mémoire technique joint au dossier. L'absence de mémoire technique dans l'offre du candidat, rend l'offre incomplète et donc irrégulière sans possibilité de régularisation.

5.2 Fourniture des documents justificatifs

Le candidat retenu devra fournir les pièces justificatives suivantes :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents sont fixés

par arrêté du 25 mai 2016. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 et à l'article R. 1263-12 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du code de la commande publique, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 Examen des candidatures

La vérification des conditions de participation sera effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 2142-1 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L. 2142-1 précité, l'Organisme procèdera au contrôle des informations transmises par les candidats afin notamment de vérifier que :

- Il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du Code de la Commande Publique ;
- Son aptitude à exercer l'activité professionnelle considérée ;
- Ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

L'Organisme se réserve la possibilité de solliciter des candidats pour qu'ils complètent leur candidature ou fournissent des explications complémentaires conformément aux dispositions de l'article R. 2344-1 du Code de la Commande Publique.

6.2 Critères retenus pour le jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Critère 1 : Prix des prestations - noté sur 45 points Note maximale 45 points attribuée à l'offre recevable la plus basse Notation des autres offres avec la formule suivante : Nombre de points = (45) x (prix conforme moins disant / prix de l'offre concernée)	45%
Critère 2 : Valeur technique de l'offre - noté sur 45 points	45%

<ul style="list-style-type: none"> • Caractéristiques et qualité des principaux matériaux proposés appréciés sur la base des fiches techniques : descriptif technique des équipements, performance thermique, durabilité des bâtiments, photos et adéquation aux besoins du projet (20 points) ; • Cohérence, qualité et pertinence de la méthodologie relatives aux demandes administratives et à l'organisation du chantier pour réaliser les prestations (20 points) : Qualité de la méthodologie d'acheminement et d'installation des modulaires (prise en compte du site et de ses contraintes, raccordements réseaux, matériel utilisé et principaux détails de mise en œuvre (phase des études, phase de travaux et phase de réception, détail des procédés de préparation, d'acheminement, d'installation, de désinstallation), qualité de la maintenance et adéquation et cohérence de l'organisation en moyens humains (organigramme, CV, qualification), et matériels prévus pour la réalisation de l'ensemble des prestations. • Planning d'exécution (5 points) 	
<p>Critère 3 : Démarches environnementales et sociétales appliquées à ce projet - noté sur 10 points</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat décrira sa prise en compte de la dimension environnementale dans l'exécution des prestations qu'il s'engage à mettre en œuvre : actions en matière d'optimisation de l'impact carbone lié aux interventions de maintenance, d'entretien et de travaux dans le cadre de l'exécution du marché, notamment les engagements en matière d'organisation des déplacements, types de motorisation et classification Crit'Air. Pour cela, le candidat transmet des justificatifs (copie carte grise ou vignettes crit'air des véhicules ou tout autre moyen de preuve) ; - Principales mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité du chantier ; - Mesures prises par la société en termes de tenue de chantier (installation, protections pour limiter les risques de pollution du milieu naturel, remise en état après travaux) et de gestion des déchets courants mais également ceux pouvant être générés par la mission confiée ; - Qualité écologique des bâtiments sur la base de la Loi AGECE (issus du réemploi et/ou de la réutilisation), pourcentage de matières recyclées et présence de labels. 	10%

6.3 Négociation

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, l'Urssaf Poitou-Charentes se laisse la possibilité de procéder à une négociation dans le cadre de cette consultation.

En application de l'article R2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur autorisera les soumissionnaires concernés, à régulariser les offres irrégulières, cela dans un délai de 5 jours ouvrés.

En application des articles R.2152-3 à R2152-4 du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats transmettent leur proposition exclusivement par voie électronique

Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, l'Organisme impose la transmission des candidatures et des offres par voie électronique à l'adresse suivante :

Accueil - Portail des marchés publics

Toute offre reçue par voie papier sera déclarée irrégulière sans possibilité de régularisation.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre. La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limite de la consultation.

En outre, conformément à R. 2151-6 du code de la commande publique, il est rappelé que, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres, est ouverte.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique de l'offre n'est pas obligatoire.

Si le candidat souhaite utiliser un certificat de signature électronique, celui-ci doit être détenu par une personne ayant capacité d'engager le candidat dans le cadre de la consultation.

Le certificat doit être valide lors de la signature.

L'obtention d'un certificat électronique étant soumise à un délai variable il est impératif que le candidat en anticipe l'acquisition ou le renouvellement le cas échéant.

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics :

- La signature est au format PAdES (de préférence) XAdES ou CAdES.
- Sont autorisés tous les certificats **de niveau ** (2) minimum** conformes au RGS, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Il est précisé que le candidat retenu devra fournir l'acte d'engagement daté et signé, de manière manuscrite sur support papier. Les documents devront obligatoirement être signés en original (les signatures scannées ne sont pas autorisées).

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET VISITE

8.1 Visite obligatoire

Avant la remise de leur offre, une visite du site est obligatoire.

Aucune visite ne sera effectuée sans prise de rendez-vous au préalable.

Les prises de rendez-vous sont à effectuer auprès du service **Achats et Marchés** – Mme CHABROUX Mélanie – 05.16.59.10.77 ou par mail : achatsmarches.poitou-charentes@urssaf.fr

Une attestation de visite sera fournie par l'acheteur public à chaque candidat qui devra la joindre au moment du dépôt de son offre.

En cas d'absence de cette attestation dans les pièces de l'offre, cette dernière pourra être rejetée car considérée irrégulière, sauf si le candidat justifie avoir connaissance des lieux (connaissance du lieu compte tenu de prestations/travaux effectués...).

Lors de cette visite, les personnes présentes n'auront à répondre à aucune question. En cas d'éventuelles questions, les candidats sont priés de les poser sur la plateforme PLACE.

L'ensemble des frais de déplacement du fait de la visite préalable est à la charge du soumissionnaire.

8.2 Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats transmettent leur demande **au plus tard le 30 juin 2026 – 14h** par l'intermédiaire du profil acheteur P.L.A.C.E.

Tous les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les réponses sont communiquées à l'ensemble des candidats simultanément. Aucune question arrivant après l'échéance fixée ne sera traitée.

8.3 Renseignements complémentaires

Les demandes de compléments et leurs réponses, ainsi que l'envoi des courriers de rejets sont adressées, par voie électronique, à l'adresse mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur la plateforme.

Ainsi, une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam...

ARTICLE 9 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Toute clause des conditions générales du titulaire est réputée nulle et non avenue, seules font foi, les dispositions prévues au présent CCAP et aux documents cités à l'article 4 du présent document.

L'avis de la Direction Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ou de tout autre organisme indépendant réputé compétent fera foi en cas de règlement amiable d'un litige entre le Maître d'Ouvrage et le titulaire du marché.

Le présent marché est soumis, pour tout litige relatif à la passation de sa procédure ou à son exécution, au droit français et à la juridiction territorialement compétente pour connaître des litiges relatifs aux marchés de l'**URSSAF de Poitou-Charentes**.